

Italie : le gouvernement définit sa politique migratoire

Par Anne Le Nir, correspondante à Rome (Italie), le 10/3/2023 à 06h51

Le gouvernement italien s'est réuni jeudi 9 mars à Cutro, non loin du lieu où un bateau avait coulé 12 jours avant, faisant au moins 72 morts. Giorgia Meloni y a dévoilé une politique migratoire jugée très droitière par l'opposition.



Douze jours après le naufrage d'un caïque, provenant de Turquie et surchargé de migrants, principalement originaires d'Afghanistan, le gouvernement s'est réuni vendredi 10 mars à la mairie de Cutro. Une station balnéaire proche du lieu du naufrage qui a causé la mort d'au moins 72 personnes, dont de nombreux enfants.

À travers cette initiative symbolique, le gouvernement espérait calmer les polémiques sur l'absence de la première ministre Giorgia Meloni, durant les premiers jours suivant le naufrage. Mais ce Conseil des ministres à Cutro n'a pas été du goût des habitants et des proches des victimes, encore présents, qui réclament « *la vérité sur les retards dans les secours aux migrants* ».

Migrants de l'« Ocean Viking » : le jeu ambigu de Giorgia Meloni

Cependant, Giorgia Meloni a fait un geste de solidarité en dévoilant devant la mairie une plaque en mémoire des victimes reportant l'appel du pape le 5 mars. « *Que les trafiquants d'êtres humains soient arrêtés, qu'ils ne puissent plus disposer de la vie de tant d'innocents* ».

Les passeurs visés

Visiblement, la présidente du Conseil tient à faire preuve de crédibilité auprès des institutions et de ses partenaires européens. D'où l'adoption d'un décret-loi dont les mesures oscillent entre une main de fer contre les passeurs et les migrants clandestins et une plus grande ouverture à l'accueil des migrants légaux.

Pour les trafiquants d'êtres humains, les peines sont notablement renforcées. Le ministre de la justice, Carlo Nordio, a créé un nouveau délit passible de 30 années de prison pour les passeurs dont les opérations entraînent la mort ou de graves blessures de leurs victimes. D'un ton vif, lors d'une conférence presse sous haute tension, Giorgia Meloni a martelé : « *Nous voulons combattre l'esclavage du IIIe millénaire incarné par ces organisations criminelles.* »

Naufrage de migrants en Italie, à qui la faute ?

Le gouvernement a aussi prévu le déploiement de centres de rapatriement de migrants illégaux dans toutes les régions pour rendre les expulsions plus efficaces et rapides « *avec toutes les garanties nécessaires* », a spécifié le ministre de l'intérieur Matteo Pantedosi. Il a également annoncé la suppression des permis de séjour pour raisons humanitaires « *trop largement distribués* » qui seront remplacés par le statut de protection subsidiaire.

Gouvernement le plus droitier depuis la guerre

En contrepartie, l'exécutif s'engage à améliorer les structures d'accueil et l'intégration des réfugiés (cours d'italien, d'éducation civique et formation professionnelle) ainsi qu'à alléger les procédures pour les demandeurs d'asile et prolonger la durée des permis de séjour pour travail devant être renouvelés.

Autre nouveauté, les quotas d'entrée pour les travailleurs non communautaires, dont certains seront réservés à ceux originaires de pays qui collaboreront dans la lutte contre le trafic d'êtres humains, seront considérablement augmentés pour la période 2023-2025. Pour l'opposition, ce décret-loi reflète les positions du gouvernement le plus droitier de l'histoire de la République italienne, née en 1946.

Appel à l'UE et à l'ONU

Laura Boldrini, députée du Parti démocrate et ancienne porte-parole du Haut-Commissariat de l'ONU pour les réfugiés, soutient la lutte plus incisive contre les trafiquants de migrants. Mais elle affirme que « *rien n'est fait pour une bonne politique italienne de gouvernance de l'immigration* ».

Italie : Pourquoi Giorgia Meloni refuse-t-elle de féminiser son titre ?

De son côté, le chef de la diplomatie, Antonio Tajani s'est adressé à l'UE et aux Nations Unies, en rappelant que « *ni l'Italie ni aucun autre pays n'est capable d'affronter seul des situations internationales complexes* ».

Anne Le Nir, correspondante à Rome (Italie)